La guerre en Bosnie

Des milliers de Croates fuient devant les forces musulmanes

La tenue des négociations de Genève et l'approche de la trêve annoncée pour vendredi 18 juin se sont traduites mercredi en Bosnie par une recrudescence des combats, chacun des trois camps prenant l'initiative militaire dans les zones qu'il voudrait se voir attribuer dans le découpage futur du pays.

Les Musulmans, qui s'efforcent d'élargir leur « triangle » en Bosnie centrale, y ont remporté une nouvelle victoire avec la prise aux Croates de la ville de Kakanj. Après la chute de Travnik, la semaine dernière, Novi Travnik, qui abrite la plus importante usine d'armements de la région, serait sur le point de tomber bien que son centre soit encore tenu par les Croates. Vitez, où se trouve une fabrique d'obus, est également encerclée par les forces musulmanes.

La prise de Kakanj, entre Sarajevo et Zenica, s'est accompagnée de violences systématiques, selon l'ONU. Les soldats musulmans ont entrepris de mettre à sac les biens des Croates, qui fuient par milliers dans le plus grand désordre vers Vares, un des derniers fiefs croates de la région. Quelque 2 000 civils et 400 militaires croates se sont réfugiés derrière les positions serbes de Bosnie centrale ces jours derniers. Environ 8 000 Croates s'étaient déjà réfugiés en zone serbe il y a dix jours.

Les Serbes ont de leur côté intensifié leur tirs contre Gorazde, la dernière enclave musulmane qu'ils n'ont pas neutralisée. Le dernier pilonnage serbe a fait 17 morts, selon la radio de Sarajevo, contrôlée par les Musulmans, qui affirme que 650 personnes auraient été tuées et 1 500 blessées depuis le début de l'offensive serbe, il y a trois semaines.

En Bosnie méridionale, les combats se sont poursuivis autour de la cité historique de Mostar, bastion croate, où le HVO (conseil de défense croate) dit avoir anéanti une position musulmane. De source proche de l'ONU on compare la situation prévalant dans cette zone à *« un volcan en ébullition »*. – *(AFP, Reuter.)*

Importante dévaluation du dinar yougoslave

BELGRADE

de notre correspondante

Devant la menace d'une motion de censure, le premier ministre yougoslave, Radoje Kontic, a présenté mercredi 16 juin une série de mesures économiques parmi lesquelles une dévaluation du dinar. Le cours officiel a été aligné sur le cours du marché noir. Ainsi un deutschemark qui s'échangeait contre 68 000 dinars coûte désormais près de onze fois plus cher (700 000 dinars).

Le gouvernement fédéral aspire aussi à réduire l'inflation. Celle-ci avait atteint officiellement 20 000 % en 1992 ; elle progressait depuis le début de l'année à un rythme mensuel de 200 %. Une nouvelle loi réduisant l'autonomie des banques centrales de Serbie et du Monténégro devrait permettre un meilleur contrôle de la masse monétaire.

Le gouvernement yougoslave prévoit une rationalisation des dépenses publiques, mais pas de réduction des dépenses de l'armée fédérale qui représentent plus de 50 % du budget. Il a décidé de consacrer une grande partie de l'émission primaire à la production de produits prioritaires et à l'agriculture et annoncé la distribution de cartes de rationnement à la population en cas de pénurie de produits de base provoquée par l'embargo de l'ONU.

F. H.

M. Rocard : « Que vaut la parole de la France ? »

Michel Rocard critique, dans l'hebdomadaire du PS *Vendredi* (daté 18 juin), l'attitude du gouvernement français vis-à-vis de la Bosnie. Rappelant que la France a fait adopter, le 4 juin, la résolution 836, qui donne mandat aux troupes des Nations unies de protéger *« par tous les moyens nécessaires »* les six zones de sécurité musulmanes, le président de la direction nationale du PS écrit : *« Il y faudrait sept mille hommes supplémentaires. Mais ce même gouvernement, par les refus qu'il oppose, rend inapplicable la résolution qu'il a fait voter. Que vaut donc, alors, la parole de la France ? »*

« On ne peut, à la fois, refuser d'intervenir et refuser aux agressés la possibilité de se défendre », écrit l'ancien premier ministre, qui estime qu'à défaut d'une action internationale il faut lever l'embargo sur les armes à destination de la Bosnie. *« Si Gorazde devait tomber,* ajoute-t-il, *le gouvernement de la France en porterait une part importante de responsabilité. Devant l'histoire. Devant les hommes. »*

□ **L'état de santé de Vuk Draskovic s'aggraverait.** – L'état de santé du chef de l'opposition serbe Vuk Draskovic est *« de plus en plus grave »* selon des membres de sa famille qui ont pu lui rendre visite mercredi 16 juin à la prison centrale de Belgrade. Vuk Draskovic et son épouse Danica, qui ont été violemment battus lors de leur arrestation le 1er juin, avaient été transférés pendant quelques heures, lundi, dans un hôpital mais aucun bulletin médical n'a été publié. Plus de 30 000 signatures en faveur de leur libération ont été recueillies par le comité de défense qui organise samedi 19 juin une marche pacifique vers la prison de Belgrade où les époux Draskovic sont détenus. – *(Corresp.)*

Un découpage en trois entités ethniques

Suite de la première page

Le président bosniaque a d'ailleurs quitté Genève, mercredi après-midi, pour Bonn (et peut-être Madrid) en déclarant qu'il ne pouvait continuer de négocier *« avec des gens qui bombardent quotidiennement la ville de Gorazde »*.

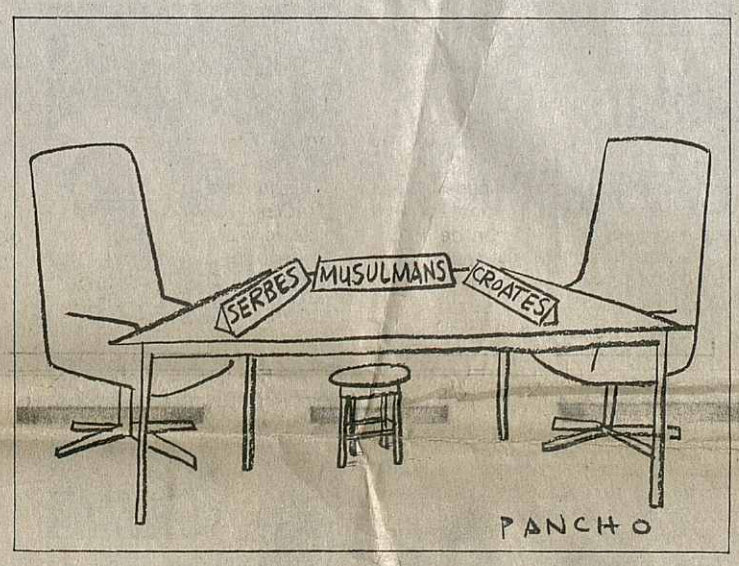
Il a toutefois indiqué qu'il examinerait les nouvelles idées et qu'il consulterait les membres de la direction collégiale à Sarajevo. La présence, dans sa délégation, de Fikret Abdic, l'homme fort de l'enclave de Bihac (ouest de la Bosnie), avec qui les médiateurs de l'ONU et de la CEE ont eu un entretien séparé, donne à penser que des dissensions se font jour parmi les dirigeants musulmans. M. Abdic est généralement considéré comme un homme modéré et relativement pragmatique.

Lots de consolation

Au cours de sa conférence de presse, Franjo Tudjman s'est montré étonnamment magnanime. Notant que la partie de la nouvelle Bosnie-Herzégovine qui reviendrait aux Musulmans (Bosnie centrale et Bihac) ne disposait pas d'accès à la mer, il s'est dit prêt à offrir à ces derniers une « zone franche » dans le port de Ploce, sur l'Adriatique. Et Radovan Karadzic, le chef des Serbes de Bosnie, qui prônait à son arrivée à Genève la création de *« trois mini-Etats ethniques »*, n'exclurait pas la rétrocession d'une partie – environ 1 000 kilomètres carrés, dit-on – des territoires conquis pendant la guerre.

Cyrus Vance, l'ancien médiateur de l'ONU, qui a maintenant cédé sa place au Norvégien Thorvald Stoltenberg, ne cachait pas, avant sa démission, que la fin de la guerre dans l'ex-Yougoslavie supposait un accord entre la Serbie et la Croatie, et que la communauté internationale ne pouvait pas « imposer » un plan de paix aux belligérants. Sur ce point, il semble qu'un rapprochement important se soit produit, mercredi à Genève, entre Belgrade et Zagreb, au détriment des Musulmans.

On ne parle plus désormais du *« plan Vance-Owen »* mais plutôt du *« processus Vance-Owen »*, et pour ce qui est de la future structure de la Bosnie-Herzégovine, MM. Milosevic et Tudjman paraissent être sur la même longueur d'onde, leurs préférences allant à trois unités fédérales : deux – la serbe et la croate – pourraient être géographiquement homogènes, tandis que la troisième – musulmane – serait éclatée entre la Bosnie centrale (avec Sarajevo, Tuzla, Zenica) et la région de Bihac, à l'ouest. Reste à savoir, maintenant, si ce partage envisagé par les présidents sera également accepté, sur le terrain, par les chefs politiques et militaires des différentes communautés de Bosnie-Herzégovine.



Apaisement à propos de la Krajina

Ces signes d'accord entre Belgrade et Zagreb se sont manifestés à Genève à propos d'un autre dossier brûlant : celui de la Krajina. Près de 30 % du territoire de la Croatie – dont la Krajina – sont toujours sous contrôle serbe. Des milliers de « casques bleu » ont été déployés dans ces régions pour éviter une reprise des combats.

Samedi 19 et dimanche 20 juin, les dirigeants de la « République serbe de Krajina » (RSK, autoproclamée) ont décidé d'organiser un référendum sur l'opportunité d'une unification avec les Serbes de Bosnie et avec la Serbie voisine. Cette décision avait provoqué la rage des dirigeants croates, dont certains menaçaient d'intervention armée, et les médiateurs internationaux craignaient une nouvelle guerre serbo-croate.

Mais, à Genève, le ton était plutôt à l'apaisement, et Radovan Karadzic, d'Athènes déjà, avait laissé entendre, le week-end dernier, que l'unification serait *« probablement repoussée »*. Franjo Tudjman a, pour sa part, expliqué que ses interlocuteurs serbes, au cours de la conférence, avaient publiquement promis d'user de leur influence auprès des *« extrémistes »* afin que ceux-ci ne mettent pas en péril le processus de paix, et qu'ils souhaitaient un règlement politique du différend.

« Il faut, a-t-il dit, *qu'à propos de la Krajina ou d'autres question, il y ait un accord politique entre Serbes et Croates, sinon il n'y aura pas de paix. (...) Cela dit, la Krajina, actuellement protégée par l'ONU, est un territoire croate, la souveraineté la loi et l'ordre institutionnels croates devront y être restaurés. Le respect de tous les droits des minorités serbes de Krajina et de Slavonie est garanti par notre Constitution. »*

ALAIN DEBOVE

ESPAGNE : la formation du nouveau gouvernement

M. Gonzalez négocie avec les partis nationalistes

Le chef de l'exécutif espagnol, Felipe Gonzalez, a entamé, mercredi 16 juin à Madrid, une série d'entretiens avec les chefs des différentes formations politiques représentées au Parlement afin de trouver une formule qui lui permette de constituer un gouvernement stable. A l'issue des élections du 6 juin, il manque en effet au Parti socialiste (PSOE) de M. Gonzalez 17 sièges pour disposer de la majorité absolue, ce qui le contraint à trouver une force d'appoint.

Trois possibilités s'offrent à Felipe Gonzalez, a expliqué au *Monde* le ministre espagnol de la culture, Jordi Sole Tura, du Parti socialiste catalan, de passage à Paris cette semaine : un gouvernement de coalition, un pacte général pour la législature, ou *« rien du tout »*, c'est-à-dire un gouvernement socialiste recherchant des accords au coup par coup. La solution optimale pour le chef du PSOE serait celle du gouvernement de coalition, qui assurerait *« la stabilité maximale »*. C'est donc, comme prévu, vers les mouvements nationalistes catalan (Convergencia i Unio, CIU, 17 sièges) et basque (Parti nationaliste basque, PNV, 5 sièges) que se tourne en priorité M. Gonzalez.

Mais, souligne M. Sole Tura, la CIU est divisée sur la question de la participation au gouvernement de Madrid, qui lui pose un *« problème philosophique de fond »* : pour un parti régional comme la CIU, participer au gouvernement central c'est, dit le ministre, *« une contradiction que le nationalisme catalan n'a jamais résolue »*. Le PNV, de son côté, est plus favorable à un pacte législatif qu'à une participation ministérielle.

D'autres, à Madrid, craignent que l'arrivée au pouvoir des nationalismes « historiques » catalan et basque ne suscite des réactions négatives des régions moins puissantes comme l'Estrémadure ou l'Andalousie. Jordi Sole Tura balaie cet argument : *« Si les Catalans sont prêts à gouverner à Madrid, ils doivent l'être pour toute l'Espagne,* dit-il. *Je crains bien plus un gouvernement instable, qui devrait négocier pour chaque vote des voix au Parlement. Le prix serait sans doute beaucoup plus élevé »*.

Pour M. Sole Tura, les tendances nationalistes des régions en Espagne sont *« moins inquiétantes qu'il y a quelques années »* ; il en veut pour preuve la victoire du PSOE sur le PNV, le 6 juin, pour la première fois au Pays basque, ainsi que le maintien de la supériorité des socialistes sur la CIU en Catalogne.

S. K.

□ **POLOGNE : la Légion d'honneur pour Jacek Kuron.** – Jacek Kuron, ministre du travail et figure légendaire de l'opposition polonaise au communisme, a été décoré mercredi 16 juin de la Légion d'honneur à l'ambassade de France à Varsovie. L'insigne a été épinglé sur son non moins légendaire blouson de jean. – *(AFP.)*

ALLEMAGNE : répliquant aux critiques

M. Kohl annonce des initiatives en faveur de l'intégration des étrangers

BERLIN

de notre correspondant

Fortement critiqué pour ne pas avoir assisté aux obsèques des victimes de l'incendie criminel de Solingen, le chancelier Kohl a voulu répondre, mercredi 16 juin au Bundestag, aux inquiétudes suscitées en Allemagne et à l'étranger par la vague d'attentats contre la communauté turque. Dans une déclaration gouvernementale, il a annoncé une série d'initiatives législatives à la fois pour renforcer les moyens de la police et de la justice contre cette nouvelle forme de violence et pour faciliter l'intégration des étrangers vivant depuis longtemps en Allemagne.

Les morts de Solingen ont amené le Parti chrétien-démocrate à prendre conscience qu'il n'échapperait pas à un débat sur la réforme du code de la nationalité allemande s'il ne voulait pas que chaque flambée de racisme ne réveille à l'étranger les vieilles peurs à l'égard de l'Allemagne.

« Abrutissement moral »

Pendant les deux années de débats sur la réforme du droit d'asile politique, le gouvernement avait réussi à repousser les pressions d'une partie de la gauche pour lier cette réforme à une libéralisation du vieux droit allemand de la nationalité, qui fait prévaloir les liens du sang, l'appartenance à la communauté ethnique, sur l'appartenance à une communauté de valeurs dans laquelle se retrouveraient tous ceux vivant sur le même sol.

Mercredi, le chancelier a annoncé qu'une nouvelle législation sur l'acquisition de la nationalité serait adoptée avant la fin de l'actuelle législature, l'année prochaine. Contrairement aux souhaits de la communauté turque, soutenue par les partis de gauche et le Parti libéral, Helmut Kohl a indiqué qu'il restait par principe opposé à l'idée de double nationalité. Il a cependant indiqué qu'il était prêt, dans le cadre des mesures à envisager pour faciliter l'acquisition de la nationalité allemande, à voir *« si la double nationalité pouvait être rendue possible au-delà des exceptions existant déjà »*. Le problème se pose surtout pour les jeunes générations d'étrangers, partagés jusqu'ici entre leur loyauté envers leur pays d'origine et le pays où ils vivent sans pouvoir y exercer leurs droits civiques.

Le chef du gouvernement allemand a récusé une nouvelle fois avec vigueur une fatalité xénophobe allemande. Il a rappelé que son pays avait accueilli ces dernières années le plus grand nombre de réfugiés, victimes de guerres civiles ou immigrés venant de l'est de l'Europe ou d'autres continents tenter leur chance.

Souhaitant que les crimes antiturcs ne portent pas préjudice aux relations avec la Turquie, il y voit le signe d'un *« abrutissement moral »* qu'il convient de combattre à la fois par des mesures répressives et par une réflexion sur la société. M. Kohl a annoncé qu'il prendrait l'initiative d'une rencontre sur le thème de la violence des jeunes, invitant à réfléchir sur les valeurs de base mais aussi sur le rôle des médias.

HENRI DE BRESSON

GRANDE-BRETAGNE : l'affaire Asil Nadir

Le Parti conservateur reconnaît avoir été financé par un homme d'affaires douteux

L'affaire Nadir continue de provoquer des remous politiques à Londres. Alors que le Parti conservateur reconnaît avoir accepté des dons importants de la part de cet homme d'affaires d'origine chypriote turque qui a quitté précipitamment la Grande-Bretagne, les travaillistes exigent que le parti de John Major rembourse *« jusqu'au dernier penny »*.

LONDRES

de notre correspondant

Ce n'est pas de gaieté de cœur que les responsables du parti conservateur ont fini par reconnaître avoir reçu des dons d'Asil Nadir, cet homme d'affaires douteux réfugié à Chypre depuis le 4 mai. En tout, neuf versements, échelonnés de 1985 à 1990, pour un total de 440 000 livres sterling (1). Cet argent, a tenu à préciser un porte-parole du parti tory, a été versé non pas par Asil Nadir mais par ses compagnies, Polly Peck International et Unipac Packaging, sur les comptes du « Fonds industriel », un organisme discret qui permet au parti au pouvoir d'accueillir les « contributions » des milieux de la finance et de l'industrie.

Ces sommes seront immédiatement restituées, a assuré, mercredi 16 juin, sir Norman Fowler, *« s'il est prouvé que l'argent à été volé »*, sous-entendu par Asil Nadir, lequel est parti en laissant des dettes évaluées à 1,3 milliard de livres... Le président du Parti conservateur, qui était entendu par une commission de la Chambre des communes, a souligné qu'à l'époque des versements Polly Peck était *« une société britannique de premier plan et prospère »*, une manière de dire qu'il n'y avait alors rien de répréhensible à accepter les marques de cette générosité. Celle-ci était-elle désintéressée ? La question constitue tout l'enjeu politique de ce rebondissement de l'« affaire Nadir ».

« Honneurs » et règles strictes

La mise au point de sir Norman était devenue inévitable depuis que le quotidien *The Independent* a révélé que l'homme d'affaires en faillite avait vainement tenté d'obtenir un titre de chevalier en finançant le parti tory. Outre ce versement « officiel » de 440 000 livres, Asil Nadir aurait versé (*via* la Suisse) une somme de 500 000 livres au Parti conservateur, dans le vain espoir d'obtenir l'anoblissement : riche, courtisé, détenteur d'un passeport britannique mais chypriote-turc de naissance, Asil Nadir souhaitait obtenir cette ultime marque de consécration de l'*establishment*.

Tout cela est nié en bloc par le Parti conservateur : *« Nous n'avons pas connaissance d'autres donations de M. Nadir, soit personnellement, soit par ses compagnies »*, a précisé un porte-parole, ce que sir Norman a confirmé à sa façon devant les parlementaires : *« Je ne pense pas qu'il y ait la moindre preuve que Polly Peck ou Asil Nadir ait versé d'autres contributions que celles dont j'ai fait état. »* De toute façon, a vertueusement assuré sir Norman, le Parti conservateur a des règles *« très strictes »* en matière de donations, et celles-ci ne peuvent en aucun cas *« acheter une influence ni des honneurs »*.

John Smith, le chef de l'opposition, s'est montré d'autant plus sceptique que, selon les travaillistes, plus de 50 % des « honneurs » accordés à des industriels sous les gouvernements Thatcher et Major ont profité aux responsables de groupes industriels qui ont participé au financement du Parti conservateur. La liste de ces derniers a même été publiée par le *Daily Telegraph*, journal connu pour être proche des tories.

Asil Nadir vient de faire savoir qu'il était *« très improbable »* qu'il revienne à Londres assister, en septembre, à son procès. Et il ajouta qu'il avait versé 1,5 million de livres, au total, au Parti conservateur...

LAURENT ZECCHINI

(1) Une livre sterling vaut environ 8,30 F.

□ **Sommet anglo-irlandais à Londres.** – Les premiers ministres britannique et irlandais, John Major et Albert Reynolds, se sont réunis mercredi 16 juin à Londres, pour discuter des préparatifs du sommet européen de Copenhague mais surtout de l'Irlande du Nord. Les deux hommes entendent réaffirmer leur volonté commune de favoriser une reprise des pourparlers sur l'avenir politique de l'Ulster, interrompus depuis sept mois. – *(AFP.)*

SOMALIE : passant résolument à l'offensive à Mogadiscio

Les « casques bleus » ont attaqué le quartier général de Mohamed Aïdid après un nouveau raid aérien

Cinq Somaliens ont été tués, jeudi 17 juin à Mogadiscio, selon la radio italienne GR1, au cours de violents combats opposant des « casques bleus » à des partisans du général Mohamed Farah Aïdid, encerclés par les forces des Nations unies après une attaque aérienne – la quatrième en six jours – menée par des avions et des hélicoptères américains. Le porte-parole de Boutros Boutros-Ghali a déclaré à New-York que cette opération visait à *« identifier et détruire »* les armements lourds encore cachés à Mogadiscio.

Mohamed Farah Aïdid – dont la maison a été détruite jeudi matin, selon des témoins – est *« largement responsable de la mort de 350 000 Somaliens, tués ou poussés à la famine par des chefs de guerre »*, a estimé ce porte-parole.

Un groupe d'action amphibie de 4 200 marines, qui se trouvait dans le détroit d'Ormuz, a quitté cette zone, selon des informations du Pentagone, confirmées par la Maison Blanche. Evoquant l'intervention de ces derniers jours en Somalie, M. Boutros-Ghali a déclaré mercredi à Vienne : *« Nous sommes là au seuil d'une importante évolution, et c'est peut-être une nouvelle conception des opérations de maintien de la paix qui s'esquisse ici. »*

« Américains, Italiens, dehors ! »

MOGADISCIO

de notre envoyé spécial

L'assaut final a été lancé jeudi matin sur le quartier général du général Aïdid, rapidement encerclé par des blindés français, italiens, marocains et pakistanais. Face aux « casques bleus », des dizaines de jeunes hurlent des insultes derrière les barbelés d'un barrage. Impossible de passer : une foule furieuse menace de mort quiconque s'aventurerait dans la rue qui mène au domicile du général. Ses plus farouches partisans restent sur place, malgré le raid aérien de la nuit (plus de quatre heures de bombardements) et malgré les ordres d'évacuation lancés par haut-parleurs en somali et en anglais : *« Le quartier sera bombardé dans cinq minutes, sortez de votre maison sans arme, les mains sur la tête et dirigez-vous vers Afgoye Road. »*

Afgoye Road est déserte, barrée dans toute sa longueur par un char italien et deux automitrailleuses. Le contingent de l'ONUSOM a bouclé la zone. *« Certains cachent des grenades sur eux »*, dit un soldat très nerveux. a riposte peut venir de n'importe où. *« Ce sont les Pakistanais qui sont entrés dans le quartier d'Aïdid en première ligne »*, assure un militaire italien. Dans une ruelle adjacente, des soldats italiens se replient en courant. Couverts par un des leurs, ils ramènent à l'arrière un milicien somalien blessé à la cuisse et au dos. *« Il nous a tiré dessus*, jette l'un d'eux en montrant un kalachnikov, *nous l'avons capturé. »*

« Américains, Italiens, dehors ! » Les cris sont par moments couverts par les hélicoptères de la Force de réaction rapide qui tournoient au-dessus de la ville depuis l'aube, rasant les toits et déclenchant sur leur passage des séries de rafales d'armes automatiques. Plus bas, dans Afgoye Road, quelques civils regardent prudemment sur le bord de la chaussée en spectateurs, mais quelques jeunes, rageurs, menacent de mort *« les Blancs du monde entier »*.

Vu l'intensité des tirs qui éclatent dans le quartier, il semble que les partisans du général Aïdid ont sorti leurs armes de leurs caches. La résistance s'organise ; on ne riposte plus seulement au kalachnikov, mais aussi à la mitrailleuse lourde ou au canon antiaérien. Les forces de l'ONUSOM vont devoir se battre plusieurs heures pour neutraliser tous les foyers de résistance surgis dans la ville. Les combats ont progressivement fait fuir tous les civils, laissant le terrain aux miliciens du général Aïdid. Ils se battent maintenant pour conserver le contrôle de Mogadiscio-Sud, une ville qu'ils estiment avoir conquise lors de la chute du président Syaad Barré, en janvier 1991, après avoir mené deux ans de guérilla dans leur région désertique du Mudug. On ignorait jeudi matin le sort du général Aïdid, qui rêvait de la présidence. Selon certains, il a quitté sa résidence hier soir, après une dernière réunion avec ses alliés. D'autres assurent qu'il se défendra jusqu'à la dernière cartouche. Quoi qu'il en soit, sa défaite militaire sera aussi politique.

JEAN HÉLÈNE

ALGÉRIE : face à la recrudescence des attentats

La présidence lance un cri d'alarme

A Bougara, à 30 kilomètres au sud d'Alger, le président d'un tribunal, Mahfoud Bekaï, a été assassiné dans la nuit du lundi 14 au mardi 15 juin par des hommes en armes, qui ont pris la fuite, a-t-on indiqué mercredi de source officielle. C'est le deuxième magistrat tué dans un attentat en l'espace d'un mois.

A la suite de la recrudescence des attentats contre des personnalités civiles, le Haut Comité d'Etat (présidence collégiale) a lancé un cri d'alarme mercredi, soulignant, dans un communiqué, que *« toute la nation algérienne est en danger »* et que *« le pays court le risque d'être détruit »*. *« L'assassinat du professeur Boucebci* (le Monde du *17 juin) démontre une fois de plus la barbarie, la trahison et la nature criminelle du mouvement terroriste et la sauvagerie de ses actes »*, ajoute le HCE. – *(AFP.)*

□ **Visite à Paris du ministre algérien des affaires étrangères.** – Le ministre algérien des affaires étrangères, Redha Malek, devait effectuer une visite en France jeudi 17 et vendredi 18 juin, a indiqué, mercredi, le Quai d'Orsay. M. Malek devait être reçu jeudi en fin d'après-midi par le président François Mitterrand et avoir vendredi un déjeuner de travail avec son homologue français, Alain Juppé.

NIGÉRIA : à la suite de l'injonction d'un tribunal

La publication des résultats de l'élection présidentielle a été suspendue

La commission nationale électorale (CNE) qui a organisé le scrutin présidentiel du 12 juin a suspendu, mercredi 16 juin, *« jusqu'à nouvel ordre »* toute publication des résultats. Ce faisant, précise le communiqué de la CNE, elle obéit, *« en raison du contexte actuel »*, à l'injonction d'un tribunal d'Abuja saisi par l'Association pour un Nigéria meilleur (*le Monde* du 17 juin), qui milite pour que le président Ibrahim Babangida reste au pouvoir quatre années de plus.

LAGOS

correspondance

La décision de la commission nationale électorale a semé la consternation dans l'opinion publique, la communauté diplomatique et auprès des nombreux journalistes qui attendaient en vain depuis lundi les résultats complets et définitifs que seule la commission a le droit de divulguer . Certes, rien n'est encore joué. Il s'agit manifestement de gagner du temps pour tenter de résoudre sans trop de « casse » une grave crise.

Les Nigérians sont coutumiers de ces joutes judiciaires, dans la tradition britannique, où différents avis se contredisent, s'annulent et souvent se perdent dans les sables de la procédure. Le 11 juin, la commission électorale avait décidé *in extremis* – et non sans de fortes pressions occidentales, notamment américaines – de ne pas obéir au jugement du même tribunal qui voulait empêcher la tenue du scrutin. Chacun sait que, dans cette affaire, le verdict relève du pouvoir politique et non pas d'une instance juridique. Chacun sait aussi qu'une épreuve de force est engagée, d'autant plus angoissante qu'elle met à l'œuvre, presque à huis clos, des puissances redoutables.

La victoire du candidat social-démocrate Moshood Abiola, milliardaire musulman d'ascendance yorouba, donc « sudiste », semble poser un problème inattendu. Selon les résultats officieux, disponibles dès dimanche, il aurait remporté environ 60 % des suffrages exprimés, devançant confortablement son rival de la Convention nationale républicaine (CNR), le milliardaire musulman Bashir Tofa, natif de Kano, la grande ville industrielle du Nord. La CNR accuse le Parti social-démocrate de manipulations et d'irrégularités.

Entre autres, M. Abiola serait coupable d'avoir porté dans le bureau de vote une robe traditionnelle décorée d'un cheval cabré, l'emblème de son parti. Comme le PSD pourrait aussi dresser la liste des péchés de la CNR, c'est la porte ouverte à une annulation du scrutin du 12 juin qui s'était pourtant déroulé presque sans incident. Ce serait alors le triomphe du milliardaire Ibo Arthur Nzeribe, le « trouble-fête » professionnel de la politique nigériane, qui finance depuis de longs mois la campagne de l'Association pour un Nigéria meilleur, et de ses épigones.

Le quotidien gouvernemental du Nord, le *New Nigerian*, a ainsi publié mercredi sur une pleine page une « Lettre ouverte au général Ibrahim Babangida », signée par le président d'une nouvelle « Association pour le destin du Nigéria ». Elle demande au chef de l'Etat de *« rejeter dans leur totalité les résultats du scrutin du 12 juin et de démanteler les deux partis politiques »* autorisés, le PSD et la CNR.

La tentation de dissoudre les deux partis et d'en constituer un troisième, celui de la « majorité présidentielle », semble prévaloir actuellement. Un comité de notables, reçu il y a peu par le chef de l'Etat, préconise en effet une modification de la Constitution pour donner à la troisième République nigériane un régime présidentiel *« à la française »*.

Forte abstention

De son côté, interrogé mercredi par la BBC, M. Nzeribe a souligné le rôle des *« vingt-cinq millions de Nigérians »* – sur trente-neuf millions d'électeurs inscrits – qui ne sont pas allés voter samedi, et qui constituent selon lui une majorité favorable à une prolongation du régime Babangida. Même son de cloche dans l'éditorial publié le même jour par le *New Nigerian*, intitulé « Notre nation, notre destin », et dont chaque mot semble avoir été soigneusement pesé : *« Aucun président élu par moins de 30 % des inscrits ne se sentirait à l'aise ni même en sécurité pour conduire un gouvernement, même en ayant recueilli des voix dans tout le pays »*.

Le fort taux d'abstention (jusqu'à 87,5 % dans l'Etat de Kano qui compte le plus d'électeurs) est en effet problématique. Si le Sud, comme on pouvait s'y attendre, s'est mobilisé autour de M. Abiola qui, situation paradoxale, l'emporterait même à Kano avec moins de 10 % des inscrits, en revanche il est clair que M. Tofa n'a pu compter sur tous les appuis qu'il pouvait espérer.

Sa candidature, arrachée avant tout grâce à sa grande fortune personnelle, n'était pas vraiment soutenue par les cercles musulmans nordistes les plus influents, ceux que la presse appelle la *« mafia de Kaduna »* agrégat d'intérêts politiques, religieux et économiques autour du groupe Haoussa-Foulani, qui a longtemps garanti la paix civile dans les vastes territoires du Nord.

Mais le pouvoir de cette *« mafia »* a été affaibli par huit années d'un régime militaire qui a su l'utiliser, et aussi, la contourner. La sourde rébellion des minorités – au nord comme au sud – lasses de se soumettre à cette oligarchie, les signes croissants que *« l'ordre ancien »* ne permet plus de résoudre les conflits, la naissance d'une société civile, tout cela a modelé le scrutin de samedi. Une vaste redistribution des cartes est donc entamée, mais le jeu reste très opaque. Il faut compter avec les résistances des uns et des autres, en particulier des Yoroubas qui ne se laisseront pas frustrer sans mot dire de leur victoire. Et si la crise ne se dénoue pas rapidement, le Nigéria pourrait connaître des heures troublées.

MICHÈLE MARINGUES

□ **AFRIQUE DU SUD : commémoration du soulèvement de Soweto.** – La plupart des Noirs sud-africains sont restés chez eux, mercredi 16 juin, pour marquer le dix-septième anniversaire du soulèvement de Soweto, journée considérée comme une fête nationale par la population noire. Seuls quelques actes de violence isolés ont marqué les commémorations. Quelque 15 000 personnes se sont rassemblées dans un stade de Soweto, et l'ensemble des grandes villes sud-africaines est resté pratiquement paralysé. – *(AFP.)*

□ **LIBÉRIA : le FNPL affirme que des « rescapés » du massacre de Harbel se sont réfugiés dans son fief.** – La radio du Front national patriotique du Libéria (FNPL) a annoncé, mercredi 16 juin, que plus de 300 « rescapés » du massacre de Harbel sont arrivés à Gbarnga, le fief de Charles Taylor. Le gouvernement intérimaire continue néanmoins d'attribuer la tuerie au FNPL, qui dément catégoriquement. La presse de Monrovia a fait état de témoignages attribuant le massacre aux Forces armées libériennes (AFL), une faction composée de soldats de l'ancien président Samuel Doe, assassiné en septembre 1990. – *(AFP.)*

□ **NAMIBIE : M. Nujoma, premier président d'Afrique noire reçu à la Maison Blanche.** – Le président américain Bill Clinton a exalté les vertus de la Namibie, la citant en exemple au continent et au monde, à commencer par l'Afrique du Sud voisine, comme un *« modèle »* de démocratisation réussie, mercredi 16 juin, à l'issue d'un long entretien avec le président namibien Sam Nujoma, premier chef d'Etat d'Afrique noire reçu à la Maison Blanche. M. Clinton doit recevoir début juillet le président sud-africain Frederik De Klerk et le dirigeant noir Nelson Mandela. – *(AFP.)*

